

SOMMAIRE

1. Gouvernance	2
2. Le Crédit Agricole Brie Picardie	4
3. Résultats Financiers	7
4. Gestion des risques	11
5. Dispositif de contrôle interne	15
6. Tendances récentes et perspectives	16
7. Comptes consolidés au 30 Juin 2008	18
8. Rapport des commissaires aux comptes	47
9. Déclaration du responsable du rapport financier semestriel.....	50

1. GOVERNANCE

1.1 – Membres du conseil d'administration du CRCA Brie Picardie

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CR BRIE PICARDIE

au 18 MARS 2008

NOM	Prénom	Fonction
PROFFIT	Guy	Président
DUBOIS	Denis	Vice-Président délégué
LE GRAND	Philippe	Vice-Président
BERTHE	Antoine	Membre du Bureau
COUVREUR	Roland	Membre du Bureau
DUFOUR	Georges	Membre du Bureau
GREGOIRE	Patrice	Membre du Bureau
HACHE	Hervé	Membre du Bureau
de LAMARLIERE	Jean	Membre du Bureau
MARTY	Jean-Louis	Membre du Bureau
MULLOT	Christian	Membre du Bureau
THEVENOT	Pierre-Marie	Membre du Bureau
BIZOUARD	Bernard	
BOLLET	Francine	
BOUCHER	Didier	
BRULIN	Jean-Pierre	
COURTIER	Alain	
CROUX	Emmanuel	
de WAAL	Philippe	
DOCHY	Philippe	
GARNIER	Jérôme	
HERTAULT	Claude	
LEVESQUE	Bruno	
TRUPTIL	Jean-Louis	

1.2 – Organes de direction

COMITE EXECUTIF

PATRICK CLAVELOU - DIRECTEUR GENERAL
JEAN-LUC CATHERINE - DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
DIDIER GOY - DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
YVAN - MARIE MEURET - DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

COMITE DE DIRECTION

YVES BORRAS
VERONIQUE BRIDIER RICHARD
BENOIT COPIN
PASCAL DELHEURE
ISABELLE FONTAINE
CHRISTOPHE GRIFFART
JEAN-LOUIS HOUEL
JOSEPH LALISSE
JEAN-MICHEL PELAPRAT
GUY POYEN

2. LE CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE

2.1 – Activités

ACTIVITE COLLECTE

Le total Collecte s'élève à 18,7 milliards d'euros à fin juin 2008, en progression de 0,3 % comparé au 30 juin 2007.

La collecte monétaire représente 3,8 milliards d'euros en hausse de 6,9 % par rapport à la même période en 2007. Cette augmentation s'explique notamment par le doublement des encours de comptes à terme.

La collecte Epargne est en progression de 0,8 % sur un an pour atteindre 7,8 milliards d'euros à fin juin 2008 avec un encours des livrets de 2,8 milliards d'euros en progression de 8,1 %.

La collecte tierce, notamment les OPCVM et l' Assurance Vie, a subi l'effet de la chute des marchés financiers pour se situer à 7,1 milliards d'euros à fin juin 2008, en baisse de 3,4 % en année mobile.

ACTIVITE CREDITS

A fin juin 2008, le total des créances est de 13,3 milliards d'euros, en progression annuelle de 6,8 %.

Le montant des réalisations crédits à moyen et long terme s'élève à 1,2 milliard d'euros à fin juin 2008. Ces réalisations sont inférieures de 7 % par rapport à la même période en 2007.

Si la nouvelle production des crédits Habitat (-14,7%) est en recul sur 2008, les crédits à l'équipement auprès de l'agriculture (+31,5%), des professionnels (-13,7%), des entreprises (-18,8%) et collectivités publiques (17,1%) sont globalement en hausse de 2,1%.

- HABITAT

Dans un contexte immobilier en ralentissement, de hausse de taux, de pression sur les marges commerciales du fait de l'augmentation du coût de la ressource, et aussi d'une perception du risque plus tendu, les réalisations ont enregistré un retrait de 14,7% sur le premier semestre 2008 comparé à celui de 2007. Toutefois, l'encours habitat a progressé de 5,7%, pour atteindre 7,9 milliards d'euros.

- CONSOMMATION

Les crédits à la consommation ont connu une dynamique positive, particulièrement sur le 2^o trimestre 2008 avec un taux d'évolution de 4,9 % sur le semestre comparé à la même période sur 2007. Le lancement de la carte CARTWIN en juin 2008, carte qui donne le choix entre un paiement immédiat et un règlement à crédit, ainsi que la nouvelle offre intitulée « Suppletis » sont venus conforter la présence du Crédit agricole sur ces financements.

- PROFESSIONNELS

L'activité des crédits à moyen et long terme sur le marché des professionnels est stable en matière de nombre de dossiers réalisé de même que le montant des nouveaux crédits mis en production.

A noter que l'activité habitat des professionnels subit le ralentissement des investissements locatifs, suite d'une part à une utilisation forte des dispositifs "fiscaux" ces dernières années, d'autre part aux incertitudes du marché de l'immobilier et à la hausse des taux d'intérêt.

- AGRICULTURE

Portée par une conjoncture favorable sur les marchés des matières premières agricoles, l'activité a été très forte sur le marché de l'Agriculture en Brie picardie. Au 30 juin 2008, les réalisations de crédits à l'agriculture ont progressé de plus de 30 % par rapport à juin 2007.

- ENTREPRISES ET COLLECTIVITES PUBLIQUES

Le montant des réalisations crédits sur le marché des entreprises et des collectivités publiques s'élève à 177,3 millions d'euros, en retrait de 8,6 % par rapport à 2007.

ACTIVITE ENTREPRISES

La Caisse Régionale affirme une nouvelle fois son expertise auprès de ses clients Entreprises en mettant en marché au cours du 1^o semestre 2008, le Crédit Agricole Factoring Stock, solution de financement additionnel au contrat d'affacturage qui permet la mise en place d'une garantie prise sur les stocks de produits finis et/ou de matières premières.

En partenariat avec Export Entreprises SA, le Crédit Agricole Brie Picardie accompagne également ses clients dans leurs activités à l'International en proposant une offre Euro Challenge remaniée qui propose d'une part un diagnostic sur le marché, une mise en relation avec des entreprises situées à l'étranger et d'autre part une représentation et un suivi commercial dans des pays à fort potentiel de développement comme les Etats-Unis, le Brésil, l'Australie, l'Inde et la Chine.

L'offre de Signature Electronique couplée avec les solutions technologiques EDI WEB propose aux clients la possibilité d'avoir une simple signature, une co-signature systématique ou une double signature en fonction de seuils de montants d'opération déterminés. Véritable gage de sécurisation, le couple C@Certificat/EDI permet ainsi de gagner en sécurité et en délais.

ACTIVITE TITRES & ASSURANCES

L'activité Titres a connu un premier semestre 2008 riche en communication à destination de la clientèle : relevés de comptes titres, imprimé fiscal unique, droits de garde des titres, paiement des intérêts aux parts sociales...

Sur le plan des services proposés à la clientèle, un nouvel applicatif de gestion des ordres de bourse transmis par Internet a été mis en œuvre afin de renforcer encore plus la sécurité des opérations boursières.

En matière d'assurances vie de nouveaux fonds de placements orientés « unité de compte » ont été commercialisés tant sur le marché de la clientèle intermédiaire (OCELIA) que sur le marché de la clientèle Haut De Gamme (OPTIMANC, PERSPECTIVE). A noter également le lancement début janvier de l'offre « CAP DECOUVERTE », une offre assurance vie à abonnement, destinée au grand public et à la clientèle des jeunes actifs, qui propose une répartition sécuritaire entre un fonds Euros et un fonds actions.

Enfin un temps fort a été consacré au développement de l'assurance Prévoyance pour répondre aux attentes de la clientèle en matière de Dépendance et de Garantie obsèques.

L'encours des contrats Prévoyance à fin juin 2008 poursuit sa croissance à un rythme supérieur à 10%, et la mise en marché de la nouvelle offre Garantie Obsèques continue de connaître après quelque mois de lancement un vif succès.

A fin juin 2008, l'encours des contrats d'assurances IARD est en progression de 26,5%, avec une production de contrats d'assurance des particuliers de 24 257 affaires nouvelles sur le 1^o semestre 2008 en accélération de 25,2 % par rapport au 1^o semestre 2007.

LES SERVICES BANCAIRES

L'activité sur les moyens de paiement se caractérise par 531 733 cartes bancaires pour 8 millions d'opérations de retrait et 27 millions d'opérations de paiement réalisées au cours du 1^o semestre 2008.

Dans le cadre du développement de la relation avec sa clientèle des professionnels, le Crédit Agricole propose au travers de l'offre monétique la nouvelle gamme ADSL qui apporte rapidité et sécurité du traitement des opérations.

En matière de banque à distance le premier semestre a été marqué par la possibilité offerte aux clients de souscrire en ligne, intégralement et en toute sécurité (Contrôle des signatures, Archivage de la preuve chez un tiers de confiance, Ouverture du produit et réalisation des mouvements financier). L'activité banque à distance a également continué son développement avec une croissance de + 5,5 % du nombre d'internautes et un nombre de connexions en augmentation constante (+12 % depuis le début de l'année).

L'année 2008 a également vu le lancement du projet 'Dépôt valorisé' qui permet aux clients de déposer des billets euro dans un automate à l'aide d'une carte bancaire et d'être crédité immédiatement du montant réel déposé, de la carte FFF (Fédération Française Football) et de la carte débit/crédit CARTWIN.

2.2– Ressources Humaines

Au 30 juin 2008, les effectifs de la Caisse Régionale s'élèvent à 2790 ETP (Equivalents Temps Plein), soit une réduction en année mobile de près de 160 ETP conformément aux synergies attendues suite à la fusion des deux Caisses Régionales d'origine.

Essentiellement mobilisé sur l'activité commerciale, les effectifs en contact avec la clientèle représentent désormais près de 70 %.

A cet effet, le 1er semestre a vu la concrétisation de la refonte des réseaux commerciaux qui a l'ambition de répondre au meilleur équilibre entre compétence et proximité. Les mobilités fonctionnelles et des mobilités géographiques qu'il a pu générer ont été autant de compétences mises au plus près du client et d'opportunité de développement des compétences professionnelles pour les salariés. Le programme de formation dédié a permis une montée en compétences des commerciaux notamment au travers d'une forte mobilisation sur la nouvelle loi d'intermédiation Assurances.

La Caisse Régionale a participé à une dizaine de forums métiers organisés par les écoles, les collectivités publiques et les associations professionnels. Cette participation reflète la volonté de la Caisse Régionale d'être présente auprès de ses partenaires tout en restant actif sur le marché de l'emploi. Les plus significatifs sont les salons APEC de Paris et d'Amiens et la rencontre avec les étudiants de l'Institut Lasalle Beauvais et l'ESC Amiens.

Au cours du premier semestre 2008, la Caisse Régionale a reçu près de 3 000 sollicitations soit par courrier soit par internet. Le traitement de ces contacts a permis de recevoir près de 300 personnes en entretien collectif et un peu plus de 200 en entretien individuel.

69 salariés ont été embauchés sur le premier semestre dont plus de 60 dans les métiers commerciaux du réseau de proximité.

2.3– Vie locale

Temps fort de la vie mutualiste, le premier semestre a été marqué par la tenue des assemblées générales des 91 Caisses Locales.

Au total, ce sont plus de 18 000 sociétaires et clients qui ont assisté à une assemblée, rendez-vous annuel d'information, de débat et lieu d'échanges conviviaux avec les administrateurs de Caisse Locale et les salariés de la Caisse Régionale.

Le Crédit Agricole Brie Picardie affirme sa vocation d'être en permanence un acteur utile à l'environnement économique, culturel et sportif d'une part par sa participation aux festivals animalier d'Albert et de l'oiseau dans le département de la Somme, des forêts de Compiègne dans le département de l'Oise, et de musique Django Reinhard de Melun dans le département de Seine et Marne et d'autre part par sa politique d'aide aux clubs sportifs avec les challenges sportifs Mozaic Foot et Golf et son soutien au BOUC, club de volley détenteur de la coupe de France.

3. RESULTATS FINANCIERS

3.1 – Les comptes sociaux ⁽¹⁾

Le PNB à fin juin 2008 s'élève à 283,4 millions d'euros en baisse de 3,2 % par rapport à celui enregistré à la même époque en 2007.

Le PNB clientèle constitué de la marge d'intermédiation globale, des commissions collecte, des services et assurances se situe à 213,6 millions d'euros en 2008 en retrait de 2,3% par rapport à 2007.

La marge d'intermédiation globale est en baisse par rapport à juin 2007 sous l'effet de la double contrainte liée à la concurrence tant sur les taux de crédit que sur le coût de la ressource.

Les commissions assises sur les encours de la collecte en Assurance Vie et Valeurs Mobilières diminuent compte tenu de la moindre valorisation de ces produits impactés par la baisse des marchés financiers.

En parallèle, l'augmentation du nombre de produits de services et assurances lié à l'équipement de nos clients et la conquête de nouveaux clients sur le 1^{er} semestre se traduit par une contribution en croissance de 10,9 %.

Les produits issus du portefeuille Titres affichent au 30 juin 2008 une quasi-stabilité comparée à l'an dernier. Ils sont marqués d'une part par une augmentation des dividendes perçus des différentes participations détenues au sein du Groupe Crédit Agricole et en premier lieu la holding SAS Rue La Boétie, et d'autre part par un léger recul des revenus du portefeuille titres de placement net de provision.

Globalement les Charges de Fonctionnement Nettes pour un montant de 148,6 millions à fin juin 2008 sont en baisse de 0,7% sur un an.

Les charges de personnel sont en baisse de – 0,8 % par rapport à 2007. Les autres charges nettes 2008 sont sur ce même trend concrétisant les synergies tirées des meilleures pratiques des Caisses Régionales d'origine et l'amélioration des processus bancaires.

Le Résultat Brut d'Exploitation s'établit à 134,8 millions d'euros. En parallèle, le Crédit Agricole Brie Picardie a renforcé sa politique prudente en matière de risque qui s'est traduite par un taux de créances douteuses et litigieuses en baisse à 2,4% (-0,4 point) et un renforcement du taux de couverture de plus de 3 points à 74,5% à fin juin 2008.

Ne supportant plus de surcoûts liés aux travaux de fusion, contrairement au premier semestre 2007, et après intégration de la charge fiscale, le résultat net social s'établit à 89,5 millions d'euros, en hausse de 9,6%. Il vient renforcer les capitaux propres de la Caisse Régionale qui s'élèvent au 30 juin 2008 à 1 876,4 millions d'euros.

(1) Seuls, les comptes consolidés ont été audités au 30/06/2008

3.2 – Les comptes consolidés

Le bilan et les résultats consolidés s'obtiennent après agrégation du bilan et des résultats sociaux de la Caisse Régionale Brie Picardie à ceux de l'ensemble des 91 Caisses Locales et des 3 filiales de la Caisse Régionale (Immobilière de Picardie, Société Picarde de Développement, Prospective informatique) et du fonds dédié sous contrôle exclusif Force Oise, et après élimination des opérations réciproques et retraitements de consolidation aux normes IFRS.

3.2.1 Le résultat consolidé

A juin 2008, le PNB consolidé diminue de 8,5 % par rapport au 30/06/2007 à 274,6 millions d'euros.

- Le produit net des intérêts et charges assimilés s'élève à 106,4 millions d'euros, contre 122,5 millions d'euros en juin 2007.
- Les commissions nettes atteignent 102,3 millions d'euros en hausse de 3,9%
- Les gains et pertes sur actifs et instruments financiers représentent 47,3 millions d'euros en retrait de par une évolution des marchés financiers moins favorable qu'au premier semestre 2007. Ainsi, la marge nette sur portefeuille à la juste valeur est négative de 17 millions d'euros traduisant la moindre valorisation du portefeuille titres comparée au 31 décembre dernier, tandis que la marge sur actifs financiers disponibles à la vente est en progression de 8 millions d'euros à 65 millions d'euros soit une hausse de 14%.
- Les autres produits nets d'activité sont de 18,5 millions d'euros progressant de 10,0%

Les charges générales d'exploitation se présentent en baisse de 4,4 % à 143,4 millions d'euros. Concernant les charges de personnel, le poste principal recouvre les salaires et traitements qui représentent 47,9 millions d'euros, contre 50,5 millions d'euros en juin 2007.

Le Résultat Brut d'Exploitation se situe à 124,9 millions d'euros, en baisse de 13,1 %.

Le coût du risque augmente de 5,2 millions d'euros pour atteindre 24,5 millions d'euros. Cette évolution est due pour l'essentiel à l'accroissement des provisions collectives.

Après traitement de l'impôt sur les bénéfices, le résultat net (part du groupe) est de 82,1 millions d'euros contre 94,3 millions d'euros en juin 2007, soit une baisse de 12,9 %.

3.2.2 Le bilan consolidé

Au 30 juin 2008, le total bilan consolidé est stable à 16,5 milliards d'euros par rapport à celui du 31 décembre 2007.

Les évolutions significatives par rapport à décembre 2007 sont les suivantes :

- A L'ACTIF DU BILAN : les opérations avec la clientèle pour un montant de 13,3 milliards d'euros représentent 80,8% du bilan, et sont en progression de 2,5%.
- AU PASSIF DU BILAN : les dettes envers les établissements de crédit, composées essentiellement par les avances accordées par Crédit Agricole S.A, progressent de 3,4% à 10 milliards d'euros et les dettes envers la clientèle progressent de 1,6% à 3,5 milliards d'euros et représentent 21,34% du bilan.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 2 095 millions d'euros au 30 juin 2008 contre 2 434 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une baisse de 13,9 %. Cette variation s'explique, d'une part, par l'augmentation des réserves consolidées de 133 millions d'euros du fait de l'affectation de résultat net de distributions du 31 décembre 2007 ; et, d'autre part, par la baisse

des cours de valorisation des titres disponibles à la vente du 1^{er} semestre 2008 qui a engendré une diminution des réserves de réévaluation pour un montant de 378 millions d'euros.

3.3 – Participations et Filiales

L'ensemble des participations, parts d'entreprises liées et comptes courants bloqués, s'élève à 628,9 millions d'euros à juin 2008.

FILIALES PROPRES

Les principales filiales du Crédit Agricole Brie Picardie sont constituées au 30/06/2008 :

- De sociétés consolidées :
 - ◊ Une société holding au capital de 6,1 millions d'euros, la Société Picarde de Développement (SARL S.P.D.), qui détient des participations dans des sociétés de communication et des filiales de moyens dont la SARL Prospective Informatique.
 - La SA Immobilière de Picardie au capital de 11,6 millions d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de la Somme essentiellement à usage d'exploitation pour le Crédit Agricole Brie Picardie.
 - Le fond dédié sous contrôle exclusif Force Oise.

- De sociétés non consolidées :
 - La SCIAB, au capital de 2,3 millions d'euros, qui détient des actifs immobiliers sur le département de la Seine et Marne essentiellement à usage d'exploitation pour le Crédit Agricole Brie - Picardie.
 - La SARL HOLDICAB, au capital de 7,6 K€, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières.
 - La SARL FINESPAR, au capital de 300 K€, qui détient des participations dans des filiales immobilières et financières.
 - La SAS ISEM - structure dont l'activité est le « vidéo codage » et le « tri réconciliation » des chèques. Le capital de la SAS ISEM est de 0,2 million d'euros.

FILIALES NATIONALES

Au 30 juin 2008, au sein du Groupe Crédit Agricole, la Caisse Régionale Brie Picardie détient des participations dont les principales sont les suivantes :

- une participation dans la SAS Rue la Boétie d'un montant de 501,0 millions d'euros. Le compte courant d'associé a enregistré une variation nette de 154,9 millions d'euros lors de ce premier semestre afin de répondre aux évolutions réglementaires dans le cadre de Bâle 2.
- une participation dans la SACAM INTERNATIONAL d'un montant de 38,2 millions d'euros.
- une participation dans la SACAM DEVELOPPEMENT d'un montant de 32,9 millions d'euros.

FILIALES DE MOYENS

Les filiales de moyens regroupent les GIE auxquels la Caisse Régionale est adhérente avec d'autres Caisses Régionales, dont les principaux sont les suivants :

GIE EXAPRINT : éditiques,
GIE CETECAR : fabrication des chéquiers
GIE MONETICA : monétiques
GIE EXA CHEQUE : traitement des chèques
GIE SYNERGIE : informatiques
GIE CEDICAM : traitement des flux financiers

3.4 – Certificats Coopératifs d'Investissements (CCI)

Le Certificat Coopératif d'Investissement (CCI) de la Caisse Régionale coté sur les marchés financiers sous le code ISIN FR0010483768, cotait 16,00 € à la clôture du 30 juin 2008, contre 19,95 € au 31 décembre 2007, soit une baisse de 198%.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 23 novembre 2007, un programme de rachat de CCI propres a été mis en place. Au 30 juin 2008, 156 944 titres ont été acquis par la Caisse Régionale dans le cadre de ce programme pour une valeur d'acquisition de 3,01 M€, soit un prix moyen de 19,19 €.

4. SUIVI ET GESTION DES RISQUES

La Caisse Régionale est exposée à plusieurs sortes de risques :

- Risques de crédit sur ses activités de financement
- Risques de liquidité
- Risques de marché
- Risque de taux d'intérêt global
- Risques opérationnels

RISQUE CREDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse Régionale.

Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique. L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés.

Le suivi des risques de crédit au sein de la Caisse Régionale Brie Picardie est organisé autour des comités suivants :

- Comité des Engagements :

Analyse et préparation des dossiers éligibles au Comité des prêts de la Caisse Régionale.

- Comité des Provisions (Recouvrement Contentieux) :

Décide de l'orientation à donner aux dossiers transférés en recouvrement contentieux, hors des délégations du Chef de service et statue sur le niveau de provision à affecter.

- Comité Risques Agences : examine l'évolution des risques de l'agence (CDL et sélection de dossiers en risque né), ainsi que la connaissance et la bonne application des procédures et outils risques de la Caisse Régionale.

- Comité Risques Siège : analyse des dossiers CDL non contentieux et contentieux les plus significatifs de la Caisse Régionale, leurs niveaux de provisionnement et l'avancement des procédures de recouvrement.

Un rapport concernant les grands engagements supérieurs à 5 M€ (particuliers, professionnels, associations, agriculture) ou 7,5 M€ (promotion immobilière), ou 15 M€ (entreprises), est inscrit depuis avril 2008 au Conseil d'Administration et sera poursuivi trimestriellement. Tout dépassement des limites fixées dans chaque marché fait l'objet d'une décision du Conseil.

La surveillance des risques crédit s'organise autour de la détection et du provisionnement des créances en situation douteuse et de défaut, ainsi que dans le suivi d'indicateurs de risque concernant tant la dégradation de la situation de la clientèle que la qualité de l'octroi de crédit et l'efficacité du processus de recouvrement.

Enfin, la Caisse Régionale respecte les normes de passage en créances douteuses définies par la Commission Bancaire voire les renforce en disposant de délais plus courts (prêts à l'agriculture et à l'habitat considérés CDL à 90 jours au lieu de 180 jours de situation irrégulière).

Le stock de **CREANCES DOUTEUSES** est de 315,6 millions d'euros en juin 2008, et se trouve en diminution de 9,98 % par rapport à juin 2007. Le total des provisions atteint 235 millions d'euros à fin juin 2008, contre 249,2 millions d'euros à la même période en 2007.

Les ratios à juin 2008 sont les suivants :

- Taux de C.D.L. (total) : **2,4 %** contre 2,8 % en juin 2007
- Taux des provisions : **74,5 %** contre 71,1 % en juin 2007

CONTROLE DES GRANDS RISQUES

L'objet de ces règles est de s'assurer que les établissements de crédit ont une bonne dispersion de leurs risques clientèles. Ces derniers doivent donc, à tout moment respecter les deux normes suivantes : l'ensemble des crédits consentis à un même emprunteur ne doit pas excéder 25% des fonds propres de la banque, et l'ensemble des crédits accordés aux emprunteurs, dont les encours dépassent pour chacun d'eux 10% des fonds propre, est limité à 8 fois les fonds propres de la banque. Au Crédit Agricole Brie Picardie, aucun bénéficiaire ne dépasse ces limites réglementaires.

RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité se matérialise lorsque la Caisse régionale ne dispose pas des ressources suffisantes pour adosser ses emplois. L'exposition au risque est mesurée par le Coefficient de liquidité (ratio réglementaire à un mois) de la Caisse régionale. Crédit Agricole S.A., en tant qu'Organe Central du Groupe assure la liquidité (et la solvabilité) des entités du Groupe.

La politique de gestion de la liquidité de la Caisse Régionale repose sur l'adossement global des ressources aux actifs à financer en capitaux et en durées. Elle se concrétise, d'une part, par une politique de collecte clientèle et, d'autre part, par une politique de refinancement auprès de Crédit Agricole S.A à taux de marché (Compte Courant de Trésorerie, Emprunts en blanc de 1 semaine à 10 ans, Avances globales pour 50% des prêts MLT accordés) ou en interbancaire, via la mise en place d'un programme d'émission d'1,5 Md€ de Titres de Créances Négociables (CDN ; BMTN).

Au terme de la loi bancaire, Crédit Agricole S.A. assure la liquidité (et la solvabilité) de l'ensemble des entités du Groupe.

Par rapport à la période précédente, le Coefficient de liquidité est resté stable, passant de 262 % au 31 décembre 2007 à 256 % au 30 juin 2008, soit un niveau très largement supérieur au niveau réglementaire requis fixé à 100.

RISQUE DE MARCHÉ

La Caisse Régionale est exposée au risque de marché sur les éléments de ses portefeuilles de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue en analyse comptable le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres :

- Trading book comptable : La valeur comptable de la juste valeur par résultat s'élève à : 1,6 M€. L'exposition au risque de ce portefeuille est mesurée par Var - Elle s'élève à 11,7 M€.
- Banking book : La valeur comptable de la juste valeur par fonds propres (hors titres de participation) est de 679,5 M€, les PVL s'élèvent à 12,4 M€. Sur les titres de participation, la valeur comptable de la JV est de 660,9 M€, les PVL s'élèvent à 63,8 M€.

L'exposition (hors participations) au risque au 30 juin 2008 est mesurée par la Var** et la sensibilité** (calcul plus conservateur), elle s'élève à 27,8M€ dans le premier calcul et 37,9M€ dans le deuxième.

** Description de la méthode utilisée pour mesurer l'exposition au risque :

VAR : La VaR à 99% - 1 an fournit la baisse de plus-values latente et donc l'impact sur les fonds propres dans 99% des cas sur un horizon de 1 an. L'outil utilisé est une VaR paramétrique (e-VaRisk : outil développé par la Recherche de CAAM dont une nouvelle version a été mise à disposition des Caisses Régionales au 3^{ème} trimestre 2007).

La sensibilité par facteur de risque se mesure au travers du scénario de stress utilisé dans le Groupe (Actions : - 20% ; Taux : +200 bps ; Alternatif : -10%, monétaire dynamique -2.5 %).

Il n'y a pas eu de diligence spécifique de la part des Commissaires Aux Comptes sur ces données.

La politique de gestion du trading book est la suivante : Une enveloppe de montant a été fixée à l'intérieur de laquelle les opérations de marchés sont réalisées. En 2007, ces opérations se sont limitées à des mises en place de swaps de performance (sur OPCVM notamment).

La politique de gestion du banking book est la suivante : Le montant des excédents de fonds propres sont placés selon les cibles d'allocation de la politique financière décidée par le conseil d'administration. Un comité financier mensuel suit la mise en œuvre de cette politique et les résultats financiers. Une partie du banking book a vocation à être détenue à long terme (jusqu'à l'échéance des titres) et une autre partie est considérée comme disponible à la vente.

La Caisse Régionale gère un dispositif de limite pour encadrer le risque. Il s'agit d'alertes pour le banking book et de limites de type « stop loss » pour le trading book.

La limite sur le trading book est de 10 M€. Les alertes sur le banking book concernent principalement les indicateurs suivants : la perte potentielle future (VaR), la perte en cas de scénario stress. Les seuils d'alerte validés par le Conseil d'Administration sont de 35 en M€ au titre de l'exercice 2008.

Dans le respect des orientations de la politique financière, la Caisse Régionale a poursuivi la réduction de son exposition au risque de marché sur l'ensemble des natures de titres.

Ainsi, au-delà de l'absence de risque « subprime », l'allocation du portefeuille Titres a été modifiée par une réduction progressive sur le 1^{er} semestre de l'exposition Actions en faveur des supports

Monétaires. En complément, la couverture ou la garantie en capital de 50% de ce compartiment Actions a été renforcée.

RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

La Caisse régionale est soumise au risque de taux d'intérêt global (RTIG) sur l'ensemble de son bilan et hors bilan hors trading.

Le risque de taux sur l'année (N+1) se concrétise par la sensibilité du PNB à une variation des taux de marché de 1%. Ce risque est dû à la différence de variation de taux entre les ressources au passif de la CR (la collecte) et les emplois à l'actif de la CR (les crédits).

La politique de gestion du risque de taux est la suivante :

- L'exposition au risque de taux de la Caisse régionale doit rester dans des limites en proportion de son PNB. La Caisse régionale fixe des limites à son risque de taux au travers d'une sensibilité maximum du PNB à une variation des taux.
- Un comité financier mensuel examine l'exposition au risque de la Caisse régionale et prend toutes décisions permettant de respecter la politique financière décidée par le Conseil d'Administration.
- La Caisse régionale intervient dans la constitution de son bilan en proposant à la clientèle des produits financiers qui lui permettent d'éviter la constitution du risque de taux. Lorsqu'un risque de taux se forme, une couverture de taux est mise en place de façon à compenser ce risque. Les couvertures se font généralement sous la forme de swaps d'échange de condition d'intérêt.

Au cours du premier semestre 2008, le risque de taux de la Caisse régionale a peu évolué, passant d'une légère sur - exposition à une légère sous-exposition au gap de taux fixe. Ceci a maintenu la CR dans les limites d'exposition au risque de taux fixées par le conseil d'administration de la CR et conformément aux préconisations du groupe Crédit Agricole.

RISQUES OPERATIONNELS

Au cours du 1^{er} semestre 2008 la cartographie des risques opérationnels a été élaborée et les plans de continuité de service ont été réalisés conformément à la planification retenue par la Caisse Régionale de Brie Picardie.

Par ailleurs le dispositif de Collecte des Incidents et des Pertes, déployé en 2007, a fait l'objet d'une action de fiabilisation. Enfin un Tableau de Bord Trimestriel a été élaboré et est désormais présenté à chaque Comité de Contrôle Interne.

Au 30 juin 2008, l'encours des provisions pour risques opérationnels se situe à 21,5 millions d'euros.

5. DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

LE CONTROLE PERMANENT

Le Dispositif de Contrôle Interne est défini comme l'ensemble des Dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations traitées.

Conformément au CRBF 97-02 modifié en mars 2005 et selon les préconisations de Crédit Agricole S.A., le Responsable du Contrôle Permanent a rédigé, en mai 2007, le Plan d'Actions de la Caisse Régionale de Brie Picardie visant au déploiement d'un Dispositif de Contrôle Permanent efficient. Ce Plan d'Actions, qui repose d'une part, sur la remise à niveau et la documentation de l'intégralité du Plan de Contrôles de la Caisse Régionale et d'autre part, sur la mise en place d'un Dispositif de Pilotage, est entré dans sa phase de déclinaison opérationnelle à la fin du premier semestre 2008 tant pour les services du Siège que pour le Réseau.

En attendant la mise en œuvre effective, prévue pour la fin d'année 2008, du Plan de Contrôles Cible qui va notamment s'inspirer des pratiques existantes, tout en intégrant les changements liés au nouveau Système d'Information, à l'harmonisation des Réseaux de Vente et les évolutions réglementaires, le dispositif actuel repose encore sur les pratiques des deux anciennes Caisses Régionales et perdurera jusqu'à la mise en place des nouvelles modalités de contrôles qui s'y substitueront.

Par ailleurs, la Caisse Régionale de Brie Picardie a commencé la mise en place du Référentiel de Contrôles « 2.2 consolidés » selon les préconisations du Groupe Crédit Agricole. Un certain nombre de contrôles a pu être réalisé sur la base du 31/12/2007 et du 31/03/2008. Le résultat de l'exercice de ces contrôles a été communiqué à Crédit Agricole S.A. via l'outil national dédié « SCOPE » (Système de Contrôles Permanents).

LA PREVENTION ET LE CONTROLE DES RISQUES DE NON-CONFORMITE

Au cours du 1^{er} semestre 2008, les principales évolutions du dispositif de Contrôle de la Conformité ont porté d'une part sur l'établissement de Plans d'Actions pour chacun des risques jugés prioritaires par la Cartographie des Risques de Non-conformité, élaborée au 4^{ème} trimestre 2007, en parallèle avec celle des Risques Opérationnels, d'autre part par la mise en place de la procédure « Nouveaux Produits, Nouvelles Activités » et la démultiplication des Formations Déontologie, Conformité et Lutte Anti-Blanchiment pour le Personnel du Réseau.

LE CONTROLE PERIODIQUE

Les principales actions menées par le Service Contrôle Périodique au cours du 1^{er} semestre 2008 ont été la mise à jour de la cartographie 2008 des risques auditables et des plans annuel et pluriannuel d'audit en découlant, conformément à la méthodologie préconisée par le Groupe Central CA SA et la réalisations de 21 audits d'agences traditionnelles présentés aux Comités de Contrôle Interne.

6. TENDANCES RECENTES ET PERSPECTIVES

6.1 - Evénements récents

DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Le fait le plus significatif du premier semestre 2008 est la réorganisation du réseau de proximité. La mise en place d'une nouvelle organisation et la définition de nouveaux métiers ont permis d'harmoniser le dispositif commercial des trois départements. L'enjeu de ce projet est de mieux répondre aux attentes de nos clients tout en favorisant le développement de notre Produit Net Bancaire. Ainsi la structure des métiers s'est déplacée vers les métiers de conseils à plus forte valeur ajoutée (clientèle patrimoniale par exemple).

Par ailleurs, dès le début de l'année 2008 la Caisse Régionale a procédé à la création d'un Groupe d'Appui au Développement sous l'autorité de la Direction Commerciale. L'objectif de ce groupe est de fournir aux agences les bonnes pratiques pour les aider à conquérir le marché, face à une concurrence de plus en plus vive.

Enfin au cours du 1^o semestre 2008, conformément à sa politique de conquête, plus de 22 000 clients sont entrés en relation avec la Caisse Régionale, bénéficiant ainsi des 7 agences qui ont été ouvertes ou entièrement remises à neuf.

DEVELOPPEMENT BANCAIRE

L'activité bancaire du premier semestre a été marquée par le démarrage du virement SEPA (Single Euro Payment Area) qui constitue désormais un espace européen à l'intérieur duquel les particuliers, les entreprises et tous les autres acteurs économiques peuvent émettre et recevoir des paiements en Euro dans des conditions de sécurité, de rapidité et de coût similaires à l'intérieur de chacun des pays qui le compose.

DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET ORGANISATION

La mise en œuvre du projet TOIP permet l'exploitation du téléphone comme un périphérique informatique en utilisant les techniques du réseau Internet.

Après une phase de validation réussie, le déploiement dans le réseau commercial commencé en mai 2008 se terminera en février 2009. S'appuyant sur un automate vocal interactif, utilisant un n° azur et exploitant de façon complémentaire les agences traditionnelles et les agences en ligne, ce nouveau service offre un service de qualité à notre clientèle en alliant disponibilité, interactivité et sécurité.

La Caisse Régionale dans le domaine de la gestion du risque crédit s'est vu confié l'administration des outils du dispositif **Bâle II** pour le compte de la **Communauté Synergie** (automatisation du suivi des traitements, restitutions des rapports et analyse des résultats et des anomalies). Ces outils de pilotage ont été présentés aux administrateurs des 8 Caisses Régionales Synergie et un contrat de service entre la CR Brie Picardie et les Caisses Régionales Synergie a été rédigé et validé juridiquement. Dans sa nouvelle activité de maîtrise d'ouvrage, La Caisse Régionale Brie Picardie prend progressivement sa place d'interlocuteur de Crédit Agricole SA pour le compte de la communauté Synergie.

INNOV' ACTIONS

Avec la volonté d'adapter en permanence notre offre de produit et nos process pour plus d'efficience, l'innovation est inscrite au centre de nos actions.

Afin de renforcer cette dynamique, une équipe dédiée à Innovation a été constituée en début d'année 2008. La principale action développée pendant ces premiers mois d'activité a été la mise en place d'un dispositif d'innovation participative auprès des 3 000 salariés de l'Entreprise. Elle a été l'occasion d'une première campagne de collecte d'idées auprès des salariés dont la mise en œuvre se déclinera tout au long du second semestre.

6.2 - Perspectives pour le second semestre

Au moment où les incertitudes économiques s'accroissent, où les menaces se font plus pesantes, le Crédit Agricole Brie Picardie tient le cap qu'il s'était fixé et conserve ses objectifs d'un développement rentable et maîtrisé.

En poursuivant ses efforts de conquête, la Caisse Régionale est entrée en relation avec plus de 22 000 nouveaux clients qui pourront, eux aussi, bénéficier de la densité du parc commercial, des extensions de la gamme des produits et services à destination des différentes clientèles (carte CARTWIN pour les particuliers, offre ADSL Monétique pour les professionnels), du renforcement des équipes dans le domaine de la banque privée, et surtout de la solidité financière du Crédit Agricole Brie Picardie.

Le bilan de la Caisse Régionale repose en effet sur un volume de capitaux propres très conséquents supérieurs à 1,876 milliards d'euros (comptes sociaux en normes françaises), ce qui permet de surpasser le niveau réglementaire des ratios prudentiels et d'aborder avec confiance un avenir plus tourmenté au niveau de la conjoncture économique générale.

Enfin de nombreux projets sont en préparation pour apporter plus de souplesse aux clients (Espaces dédiés aux professionnels et aux Entreprises, Internet mobile avec utilisation de l' iPhone, relevé de compte électronique)

Ancré sur ses territoires, acteur de la vie économique, culturelle et sportive au travers de nombreux partenariats avec les associations et les collectivités publiques, le Crédit Agricole Brie Picardie poursuit avec détermination son développement, créant de nouvelles sources de PNB, améliorant ses processus pour plus d'efficience, et pour apporter plus de services et de qualité à ses clients et futurs clients.

7. COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2008

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES
RESUMES AU 30 JUIN 2008

Les comptes semestriels au 30 juin 2008 ont été approuvés par le conseil d'administration du
26/08/2008

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDES

I -CADRE GENERAL	20
II -COMPTE DE RESULTAT	21
III -BILAN CONSOLIDE	21
BILAN ACTIF	22
BILAN PASSIF	23
IV - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	24
V - TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	25
VI - NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2008	26
1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe	26
2. Périmètre de consolidation – parties liées	27
3. Notes relatives au compte de résultat	28
3.1. Produits et Charges d'intérêts	28
3.2. Commissions nettes	29
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	30
3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente	33
3.5. Produits et charges nets des autres activités	33
3.6. Charges générales d'exploitation	33
3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	34
3.8. Coût du risque	35
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs	35
3.10. Impôts	36
4. Informations sectorielles	36
5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2008	37
5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat	37
5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente	38
5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	38
5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers	39
5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	40
5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	41
5.7. Immeubles de placement	42
5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	42
5.9. Provisions	43
5.10. Capitaux propres	44
6. Engagements de financement et de garantie	45
7. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire	46
8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008	46

I - CADRE GENERAL

Présentation juridique de l'entité

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Brie Picardie est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse Régionale Brie Picardie, 91 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'Entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales, les comptes des filiales consolidables, et du fonds dédié Force Oise.

De par la loi bancaire, la Caisse Régionale Brie Picardie est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

II - COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Intérêts et produits assimilés	3,1	358 659	679 019	330 072
Intérêts et charges assimilées	3,1	-252 262	-438 005	-207 584
Commissions (produits)	3,2	116 918	224 649	111 649
Commissions (charges)	3,2	-14 584	-27 633	-13 178
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3,3	-17 375	4 918	5 553
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3,4	64 682	80 374	56 656
Produits des autres activités	3,5	19 422	42 473	17 816
Charges des autres activités	3,5	-896	-4 059	-972
PRODUIT NET BANCAIRE		274 564	561 736	300 012
Charges générales d'exploitation	3,6	-143 379	-284 077	-149 954
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3,7	-6 277	-12 645	-6 291
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		124 908	265 014	143 767
Coût du risque	3,8	-24 538	-30 269	-19 340
RESULTAT D'EXPLOITATION		100 370	234 745	124 427
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3,9	130	204	162
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		100 500	234 949	124 589
Impôts sur les bénéfices	3,10	-18 359	-64 436	-30 235
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		82 141	170 513	94 354
Intérêts minoritaires				
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		82 141	170 513	94 354

III - BILAN CONSOLIDE

BILAN ACTIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2008	31/12/2007
CAISSE, BANQUES CENTRALES		81 719	90 238
ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5,1	173 407	214 983
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		17 434	16 348
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	5,2	1 341 309	1 692 105
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5,3	925 943	954 816
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	5,3	13 303 368	12 983 750
ECART DE REEVALUATION PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX		12 139	2 705
ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'A L'ECHEANCE		225 842	226 650
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS		16 514	
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		60 487	36 270
COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS		217 830	263 799
ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES			
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE			
IMMEUBLES DE PLACEMENT	5,7	1 937	1 986
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5,8	85 470	84 466
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5,8	2 563	2 592
ECARTS D'ACQUISITION			
TOTAL DE L'ACTIF		16 465 962	16 570 708

BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2008	31/12/2007
BANQUES CENTRALES			
PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	5,1	3 184	62
INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE		15 093	12 598
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5,5	9 993 892	9 668 796
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	5,5	3 513 620	3 459 261
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	5,6	336 466	426 580
ECART DE REEVALUATION PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX			-3 573
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS			56 646
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES			
COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS		239 369	259 629
DETTES LIEES AUX ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE			
PROVISIONS TECHNIQUES DES CONTRATS D'ASSURANCE			
PROVISIONS	5,9	78 146	68 987
DETTES SUBORDONNEES	5,6	191 126	188 021
CAPITAUX PROPRES	5,10		
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		2 095 051	2 433 686
CAPITAL ET RESERVES LIEES		1 658 599	1 663 393
RESERVES CONSOLIDEES		276 246	143 633
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES		78 065	456 147
RESULTAT DE L'EXERCICE		82 141	170 513
INTERETS MINORITAIRES		15	15
TOTAL DU PASSIF		16 465 962	16 570 708

IV - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture		
<i>(en milliers d'Euros)</i>									
Capitaux propres au 31 décembre 2007	268 843	1 394 550	0	143 633	0	455 586	561	170 513	2 433 686
Variation de capital	-2 135								-2 135
Variation des titres auto détenus (dont actions en propres auto-détenues)	-2 659								-2 659
Affectation du résultat 2007				132 613				-132 613	0
Dividendes versés en 2008				0				-37 900	-37 900
Variation de juste valeur				0		-361 704	1 353		-360 351
Transfert en compte de résultat				0		-17 731			-17 731
Résultat au 30/06/2008				0				82 141	82 141
Autres variations				0					0
				0					0
Capitaux propres au 30 juin 2008	264 049	1 394 550	0	276 246	0	76 151	1 914	82 141	2 095 051

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

V - TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	1er semestre 2008	1er semestre 2007	2007
Résultat avant impôts	100 500	124 589	234 878
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	6 326	6 342	12 817
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
Dotations nettes aux dépréciations	29 485	14 415	30 089
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-1 102	228	87
(Produits)/charges des activités de financement	4 274	4 299	8 622
Autres mouvements	13 016	-2 497	-1 709
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	51 999	22 787	49 906
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	580 940	352 634	342 151
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-287 340	-159 813	-514 659
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-91 650	53 767	148 406
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	28 917	-77 067	81 593
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Impôts versés	-96 391	-13 599	-13 319
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	134 776	155 922	44 172
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité OPERATIONNELLE (A)	287 275	303 298	328 956
<i>Flux liés aux participations</i>	-3 233	-147 790	-97 180
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-6 852	-6 334	-12 094
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-10 085	-154 124	-109 274
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)</i>	-40 830	-34 358	-41 709
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</i>	-998	-1 000	-8 347
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-41 828	-35 358	-50 056
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	235 362	113 816	169 626
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	502 048	382 122	332 422
Caisse, banques centrales (actif & passif)	90 031	134 640	176 977
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	412 017	247 482	155 445
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	737 410	495 938	502 048
Caisse, banques centrales (actif & passif)	81 719	169 142	90 031
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	655 691	326 796	412 017
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	235 362	113 816	169 626

(1) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par la Caisse Régionale Brie Picardie à ses actionnaires, sur le 1^{er} semestre 2008, au titre de l'exercice 2007, à hauteur de 37 900 K€.

VI - NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES AU 30 JUIN 2008

1. *Principes et Méthodes applicables dans le groupe*

Les comptes consolidés semestriels résumés de la Caisse Régionale Brie Picardie ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2008.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers de la Caisse Régionale Brie Picardie au 31 décembre 2007, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Aucune norme ou interprétation n'est d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2008.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

- la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. Cette norme sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.
- l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007), relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne et appliqué par le Groupe Crédit Agricole est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2008.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de la Caisse Régionale et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les

plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de la Caisse Régionale sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. *Périmètre de consolidation – parties liées*

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 8.

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 021	3 756	2 131
Sur opérations internes au Crédit Agricole	25 037	31 086	15 313
Sur opérations avec la clientèle	304 472	575 949	277 653
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	470	7 085	4 249
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4 664	11 007	5 221
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	20 995	50 136	25 505
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés			
Produits d'intérêts (1)	358 659	679 019	330 072
Sur opérations avec les établissements de crédit	-556	-1 084	-478
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-199 788	-351 501	-169 412
Sur opérations avec la clientèle	-15 677	-13 022	-6 637
Actifs financiers disponibles à la vente	-284	-705	-70
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-6 894	-14 176	-4 218
Sur dettes subordonnées	-4 274	-8 622	-4 299
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-24 789	-48 895	-22 470
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées			
Charges d'intérêts	-252 262	-438 005	-207 584

(1) dont 7 505 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement

(1) dont 2 697 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat

3.2. Commissions nettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 736	-1 078	658
Sur opérations internes au Crédit Agricole	18 597	-7 255	11 342
Sur opérations avec la clientèle	29 123	-37	29 086
Sur opérations sur titres		-177	-177
Sur opérations de change			0
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	4 841	-970	3 871
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	62 621	-5 067	57 554
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues			0
Produits nets des commissions	116 918	-14 584	102 334

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	3 197	-3 566	-369
Sur opérations internes au Crédit Agricole	28 755	-10 669	18 086
Sur opérations avec la clientèle	58 178	-101	58 077
Sur opérations sur titres		-100	-100
Sur opérations de change	43	-2	41
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	6 176	-1 761	4 415
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	128 300	-11 434	116 866
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues			0
Produits nets des commissions	224 649	-27 633	197 016

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 789	-865	924
Sur opérations internes au Crédit Agricole	15 382	-5 149	10 233
Sur opérations avec la clientèle	29 794	-63	29 731
Sur opérations sur titres		-94	-94
Sur opérations de change	43	-2	41
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	3 515	-893	2 622
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	61 126	-6 042	55 084
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues		-70	-70
Produits nets des commissions	111 649	-13 178	98 471

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-4 621	2 168	5 623
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	-13 035	2 443	
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	297	307	-71
Résultat de la comptabilité de couverture	-16		1
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-17 375	4 918	5 553

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

	30.06.2008		
	Profits	Pertes	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Couvertures de juste valeur			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>			
Couvertures de flux de trésorerie			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	955	971	-16
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>		971	-971
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>	955		955
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total résultat de la comptabilité de couverture	955	971	-16

	31.12.2007		
	Profits	Pertes	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Couvertures de juste valeur			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>			
Couvertures de flux de trésorerie			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>			
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total résultat de la comptabilité de couverture	0	0	0

Le résultat de la comptabilité de couverture est nul au 30 juin et au 31 décembre 2007.

	30.06.2007		
	Profits	Pertes	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Couvertures de juste valeur			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)</i>			
Couvertures de flux de trésorerie			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace</i>			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
<i>Variations de juste valeur des éléments couverts</i>			
<i>Variations de juste valeur des dérivés de couverture</i>			
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
<i>Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace</i>			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
Total résultat de la comptabilité de couverture	0	0	0

3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dividendes reçus	46 620	46 966	46 152
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	18 059	34 169	11 227
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	-54	-761	-723
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances	57		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	64 682	80 374	56 656

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance	-29	-58	-29
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	-49	-101	-51
Autres produits (charges) nets	18 604	38 573	16 924
Produits (charges) des autres activités	18 526	38 414	16 844

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charges de personnel	-87 980	-167 378	-89 316
Impôts et taxes	-5 746	-11 482	-5 315
Services extérieurs et autres charges	-49 653	-105 217	-55 323
Charges d'exploitation	-143 379	-284 077	-149 954

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Salaires et traitements	-47 893	-92 586	-50 501
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4 727	-9 961	-5 109
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-207	-2 852	-1
Autres charges sociales	-17 368	-37 063	-18 628
Intéressement et participation	-11 269	-20 406	-10 205
Impôts et taxes sur rémunération	-6 516	-4 510	-4 872
Total charges de personnel	-87 980	-167 378	-89 316

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dotations aux amortissements	-6 277	-12 515	-6 161
Dotations aux dépréciations		-130	-130
total	-6 277	-12 645	-6 291

3.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-66 165	-77 229	-45 225
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	-60 031	-70 796	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-61	-1 340	
Risques et charges	-6 073	-5 093	
Reprises de provisions et de dépréciations	41 108	46 722	31 287
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	40 652	40 043	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs		1	
Engagements par signature	45	1 925	
Risques et charges	411	4 753	
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-25 057	-30 507	-13 938
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-301	-1 159	-6 091
Récupérations sur prêts et créances amorties	820	1 397	689
Pertes sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Décotes sur crédits restructurés			
Pertes sur engagements par signature			
Autres pertes			
Coût du risque	-24 538	-30 269	-19 340

Pas d'informations détaillées pour le 30 juin 2007 concernant les dotations et reprises de provisions et de dépréciations.

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	130	204	162
Plus-values de cession	136	885	648
Moins-values de cession	-6	-681	-486
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Gains ou pertes sur autres actifs	130	204	162

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007	30.06.2007
Charge d'impôt courant	-36 800	-73 705	-37 713
Charge d'impôt différé	18 441	9 269	7 478
Charge d'impôt de la période	-18 359	-64 436	-30 235

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30/06/08

en milliers d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	100 500	34,43%	34 602
Effet des différences permanentes (1)			-16 078
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-294
Effet de l'imposition à taux réduit			
Effet des autres éléments			129
Taux et charge effectif d'impôt		18,27%	18 359

(1) Dividendes SAS Rue la Boetie : non fiscalisé en normes françaises

4. Informations sectorielles

Information sectorielle par pôles d'activité

Le secteur d'activité du Crédit Agricole Brie Picardie est celui de la Banque de proximité en France.

La clientèle du Crédit Agricole Brie Picardie comprend les particuliers, les agriculteurs, les professionnels, les entreprises et les collectivités locales.

Le Crédit Agricole Brie Picardie commercialise toute la gamme de services bancaires et financiers : support d'épargne, placement d'assurance vie, distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, offre de moyens de paiements. Il distribue également une gamme très large de produits d'assurance IARD et de prévoyance, s'ajoutant à la gamme des produits d'assurance vie.

5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2008

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	4 783	9 270
Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option	168 624	205 713
Juste valeur au bilan	173 407	214 983

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	0	69
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		69
Instruments dérivés	4 783	9 201
Juste valeur au bilan	4 783	9 270

Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	168 624	205 259
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	168 624	205 259
- Actions et autres titres à revenu variable		
Juste valeur au bilan	168 624	205 259

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	3 184	62
Passifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option		
Juste valeur au bilan	3 184	62

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	3 184	62
Juste valeur au bilan	3 184	62

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2008			31.12.2007
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur
Effets publics et valeurs assimilées	4 338	50	16	2 214
Obligations et autres titres à revenu fixe	652 421	29 625	12 110	647 322
Actions et autres titres à revenu variable	22 767	1 614	244	23 882
Titres de participation non consolidés	660 971	65 083	189	1 017 790
Créances disponibles à la vente				
Créances rattachées	812			897
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	1 341 309	96 372	12 559	1 692 105
Impôts différés		-11 924	-4 260	
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)	1 341 309	84 448	8 299	1 692 105

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2008	31.12.2007
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	15 738	5 161
dont comptes ordinaires débiteurs sains		3 976
dont comptes et prêts au jour le jour sains		1 185
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	14 446	14 446
Titres non cotés sur un marché actif	4 513	7 973
Autres prêts et créances		
Total	34 697	27 580
Créances rattachées	243	311
Dépréciations		
Valeur nette	34 940	27 891
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	641 298	408 072
Comptes et avances à terme	191 719	463 234
Prêts subordonnés	54 174	54 189
Total	887 191	925 495
Créances rattachées	3 812	1 430
Dépréciations		
Valeur nette	891 003	926 925
Valeur nette au bilan	925 943	954 816

Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2008	31.12.2007
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	21 620	22 417
Autres concours à la clientèle	13 066 435	12 889 171
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	90 400	90 400
Titres non cotés sur un marché actif	5 415	5 358
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	198 374	43 433
Comptes ordinaires débiteurs	114 671	116 066
Total	13 496 915	13 166 845
Créances rattachées	128 738	126 036
Dépréciations	-322 285	-309 131
Valeurs nettes au bilan	13 303 368	12 983 750
Opérations de location financement		
Location financement immobilier		
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Total	0	0
Créances rattachées		
Dépréciations		
Valeurs nettes au bilan	0	0
Total	13 303 368	12 983 750

5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31.12.2007	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisation	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2008
Créances sur établissements							0
Créances sur la clientèle	309 131		65 225	-52 069		-2	322 285
dont provisions collectives	63 313		12 027	-1			75 339
Opérations de location							0
Titres détenus jusqu'à							0
Actifs financiers disponibles à	2 790		54				2 844
Autres actifs financiers	133						133
Total des dépréciations d'actifs financiers	312 054	0	65 279	-52 069	0	-2	325 262

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	14 470	17 368
dont comptes ordinaires créditeurs		31
dont comptes et emprunts au jour le jour		17 206
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
Total	14 470	17 368
Dettes rattachées	94	113
Valeur au bilan	14 564	17 481
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et avances à terme	9 922 930	9 613 938
Total	9 922 930	9 613 938
Dettes rattachées	56 398	37 377
Valeur au bilan	9 979 328	9 651 315
Valeur au bilan des dettes envers les	9 993 892	9 668 796

Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Comptes ordinaires créditeurs	2 787 681	2 978 271
Comptes d'épargne à régime spécial	84 709	68 286
Autres dettes envers la clientèle	633 456	408 229
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Total	3 505 846	3 454 786
Dettes rattachées	7 774	4 475
Valeur au bilan	3 513 620	3 459 261

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	488	961
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables :	333 882	423 096
. Émis en France	333 882	423 096
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre	5	5
Total	334 375	424 062
Dettes rattachées	2 091	2 518
Valeur au bilan	336 466	426 580
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	187 099	187 270
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
Total	187 099	187 270
Dettes rattachées	4 027	751
Valeur au bilan	191 126	188 021

5.7. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
Valeur brute	4 379						4 379
Amortissements et dépréciations	-2 393		-49				-2 442
Valeur nette au bilan	1 986	0	-49	0	0	0	1 937

Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 30.06.2008
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	264 973		7 070	-311			271 732
Créances rattachées (1)							0
Amortissements & Dépréciations (2)	-180 507		-5 998	243			-186 262
Valeur nette au bilan	84 466	0	1 072	-68	0	0	85 470
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	52 364		250	-9 943			42 671
Amortissements & Dépréciations	-49 772		-279	9 943			-40 108
Valeur nette au bilan	2 592	0	-29	0	0	0	2 563

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

(2) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple

5.9. Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2007	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30.06.2008
Risques sur les produits épargne logement	19 890		1 550					21 440
Risques d'exécution des engagements par signature	2 174		61		-45			2 190
Risques opérationnels	21 152		298					21 450
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 650		1 161					2 811
Litiges divers	15 564		2 199	-237	-633			16 893
Participations	3 794				-2			3 792
Restructurations	0							0
Autres risques	4 763		5 111	-261	-43			9 570
Provisions	68 987	0	10 380	-498	-723		0	78 146

Provision épargne logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

En milliers d'euros	30.06.2008	31.12.2007
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	323 000
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 407 000	1 128 000
Ancienneté de plus de 10 ans	958 000	989 000
Total plans d'épargne-logement	2 365 000	2 440 000
Total comptes épargne-logement	482 000	491 000
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 847 000	2 931 000

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

Les encours de collecte sont sur base d'inventaire à fin mai 2008, et hors prime d'état

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

En milliers d'euros	30.06.2008	31.12.2007
Plans d'épargne-logement :	308 000	288 000
Comptes épargne-logement :	444 330	307 000
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	752 330	595 000

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En milliers d'euros</i>	30.06.2008	31.12.2007
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	2 630
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	4 130	110
Ancienneté de plus de 10 ans	4 560	5 210
Total plans d'épargne-logement	8 690	7 950
Total comptes épargne-logement	12 750	11 940
Total provision au titre des contrats épargne-logement	21 440	19 890

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

5.10 Capitaux propres

➤Composition du capital au 30 juin 2008

La Caisse Régionale Brie Picardie est dotée en date du 30 juin 2008 d'un capital social de 277 283 505€, divisé en 24 956 540 parts sociales, 16 908 614 Certificats Coopératifs d'Investissement et 13 591 547 Certificats Coopératifs d'Associés, chacun d'une valeur nominale de 5 €.

Les Caisses Locales détiennent 124 782 575 € du capital de la Caisse Régionale du Crédit Agricole mutuel Brie Picardie.

➤Dividendes

Au titre de l'exercice 2007, la Caisse régionale Brie Picardie a procédé aux distributions de résultat suivantes :

4 991 308 euros au titre de l'intérêt aux parts sociales.

14 950 701,70 euros au titre du dividende attaché aux Certificats Coopératifs d'Associés.

18 599 475,40 euros au titre du dividende attaché aux Certificats Coopératifs d'Investissement dont 112 790,70 euros au titre des dividendes cci détenues en propres enregistrés en report à nouveau

6. Engagements de financement et de garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2008	31.12.2007
Engagements donnés		
Engagements de financement	2 475 687	2 331 839
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		289
. Engagements en faveur de la clientèle	2 475 687	2 331 550
Ouverture de crédits confirmés	1 229 198	1 466 646
- Ouverture de crédits documentaires	3 239	1 509
- Autres ouvertures de crédits confirmés	1 225 959	1 465 137
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 246 489	864 904
Engagements de garantie	324 946	307 914
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	2 650	2 650
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	2 650	2 650
. Engagements d'ordre de la clientèle	322 296	305 264
Cautions immobilières	217 385	249 088
Garanties financières		
Autres garanties d'ordre de la clientèle	104 911	56 176
Engagements reçus		
Engagements de financement	2 152	152
. Engagements reçus d'établissements de crédit	2 152	152
. Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	2 833 107	2 683 745
. Engagements reçus d'établissements de crédit	922 172	918 872
. Engagements reçus de la clientèle	1 910 935	1 764 873
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	751 708	732 740
Autres garanties reçues	1 159 227	1 032 133

7. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

La période de souscription relative à l'augmentation de capital a été clôturée le 07 juillet 2008.

La participation de la Caisse Régionale Brie Picardie au sein de SAS la Boetie augmente donc de 142 579 341 €.

8. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008

Le périmètre de consolidation de la Caisse Régionale Brie Picardie est composé, de la Caisse Régionale seule, des 91 caisses locales, du fonds dédiés Force Oise et des 3 filiales (Immobilière de Picardie, Prospective Informatique et Société Picarde de Développement).

Liste des filiales	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 30/06/2008
S.A. Immobilière de Picardie	France	Intégration globale
SARL Société Picarde de Développement	France	Intégration globale
S.A. Prospective Informatique	France	Intégration globale

Les 91 caisses locales comprises dans le périmètre de consolidation sont : la C.L. AUXILIAIRE, la C.L. VAL D'EUROPE, les C.L. de BRAY SUR SEINE, BRIE COMTE ROBERT, GATINAIS SUD, COULOMMIERS, CRECY LA CHAPELLE, DAMMARTIN EN GOELE, DONNEMARIE, CHAPELLE LA REINE ,FERTE GAUCHER, FERTE SS JOUARRE, LAGNY SUR MARNE, LIZY SUR OURCQ, LORREZ LE BOCAGE, MEAUX, MELUN, MONTEREAU, MORET SUR LOING, NANGIS, NEMOURS, PROVINS, REBAIS, ROZAY EN BRIE, TOURNAN EN BRIE, MORMANT , CHATELET FONTAINEBLEAU, ACHEUX, AILLY, BERNAVILLE, AIRAINES, CONTY, CORBIE, DOMART, DOULLENS, ESCARBOTIN, GAMACHES, HORNOY, MONTDIDIER, MOREUIL, CRECY, OISEMONT, POIX, ROSIERES, ROYE, SAINT RIQUIER, RUE, SAINT VALERY, VILLERS BX, ALBERT, BRAY, CHAULNES, COMBLES, HAM, NESLE, PERONNE, ROISEL, AMIENS, ABBEVILLE, VILLERS BOCAGE, UNISOMME, FORMERIE, ATTICHY, AUNEUIL, BEAUVAIS NIVILLERS, BRETEUIL, CHAUMONT, COUDRAY, CREIL, FROISSY, CREPY EN VALOIS, CREVECOEUR, LIANCOURT, MARSEILLE EN BEAUVAISIS, MERU, MOUY, NANTEUIL LE HAUDOUIN, NEUILLY EN THELLE, NOAILLES, GRANDVILLERS, NOYON, PONT STE MAXENCE, RESSONS, RIBECOURT, ST JUST EN CHAUSSEE, SENLIS, SONGEONS, VEXIN, CHANTILLY, GUISCARD, UNI OISE.

8. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Mazars & Guérard
Exaltis
61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2008

Aux sociétaires
Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie
500, rue Saint Fuscien
80000 Amiens

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Brie Picardie, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 27 août 2008

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars & Guérard

Eric Bulle

Franck Boyer

Guillaume Potel

9. DECLARATION DU RESPONSABLE

Déclaration du responsable du rapport financier semestriel du Crédit Agricole Brie Picardie.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Amiens, le 25 Août 2008

Le Directeur Général

Patrick Clavelou